

exemple. Afin de lui faire mieux comprendre mon explication, je vais me servir d'une analogie d'ordre mécanique.

Le très hon. M. Howe: A propos du demi-cheval?

M. Thatcher: Je comparerais son ministère à une automobile neuve. Mettons que le chauffeur, arrivé au pied d'une côte abrupte, descend de son auto et enlève six des huit bougies avant d'entreprendre l'ascension de la côte. Le ministre convient sans doute que cet homme ne serait pas très intelligent. Pourtant c'est précisément ce que fait le ministre aujourd'hui à l'égard du réarmement du Canada; il n'utilise que deux cylindres sur une dizaine. Il ne recourt aux ressources industrielles que de deux provinces sur dix.

Les remarques que je formulerais cet après-midi s'appliquent à six et peut-être à huit provinces canadiennes. Je ne m'arrêterai qu'à un aspect du discours du ministre, c'est-à-dire son programme de diversification de l'industrie. Depuis le début de la session, je n'ai cessé d'affirmer que le ministre n'accorde pas aux provinces éloignées leur juste part des commandes en vue de la défense. J'ai déclaré que la Saskatchewan surtout ne reçoit pas la part qui lui revient. Le ministre a promis à plusieurs reprises de nous fournir des chiffres démontrant que les provinces éloignées reçoivent leur part. J'ai donc été déçu ce matin d'entendre le ministre nous débiter surtout des insipidités. Il n'a cité aucun chiffre important, afin de réfuter les accusations portées au cours de la présente session.

Ce matin il nous a dit que la part des provinces des Prairies est très raisonnable, et que la Saskatchewan n'a pas été oubliée. J'entends soutenir et démontrer cet après-midi, en me servant des chiffres que le ministère m'a fournis, que ces provinces n'ont pas reçu leur juste part des contrats de défense, qu'elles ne reçoivent pas leur juste part des industries de défense. Je soutiens que l'attitude du ministre envers ma province est arbitraire, injuste, non motivée. S'il continue d'accorder les contrats de défense comme il l'a fait jusqu'ici, il va affaiblir notre effort de défense nationale et diminuer la population d'importantes régions du pays.

Il y a deux ou trois jours, au comité des comptes publics, M. Low, qui dirigeait autrefois, je crois, la Corporation commerciale canadienne, nous a présenté une ventilation des chiffres afférents à la dernière année financière.

M. le président: Le comité n'a pas présenté son rapport. Le député ne doit donc pas se reporter à ses délibérations.

M. Thatcher: Je voulais simplement consigner les chiffres au compte rendu.

M. Wright: Ces chiffres sont du domaine public; ils figurent aux comptes publics déposés à la Chambre.

M. le président: Dans ce cas, le député a le droit d'en parler.

M. Thatcher: Je ne crois pas enfreindre le Règlement en citant ces chiffres. Encore une fois, ils visent la dernière année financière. Je les donne en arrondissant à mille dollars près.

Le très hon. M. Howe: De quelle année parle mon honorable ami?

M. Thatcher: Ce serait l'année 1949-1950.

Le très hon. M. Howe: On nous dit que ces chiffres figurent aux comptes publics. L'honorable député pourrait-il m'indiquer la page?

M. Thatcher: Je regrette de ne pouvoir le faire car ces chiffres n'ont été présentés qu'à la dernière séance. Le compte rendu n'a pas encore été imprimé. Ces chiffres sont de M. Low, et je suis sûr que l'adjoint parlementaire les possède.

Le très hon. M. Howe: M. le président a déclaré qu'il est irrégulier de citer les chiffres donnés au comité des comptes publics, lequel n'a pas encore présenté son rapport, mais l'honorable député de Melfort a déclaré que les chiffres figurent aux comptes publics. Qu'est-ce qui est vrai?

M. Thatcher: Je n'en veux pas au ministre d'en avoir honte, mais il s'agit ici des contrats de défense passés durant l'année 1949-1950, dans chaque province, en chiffres arrondis:

Terre-Neuve	\$ 471,000
Île du Prince-Édouard	1,491,000
Nouvelle-Écosse	7,334,000
Nouveau-Brunswick	2,097,000
Québec	81,055,000
Ontario	89,401,000
Manitoba	9,600,000
Alberta	9,576,000
Colombie-Britannique	8,356,000
Yukon	3,409,000
Saskatchewan	769,000
États-Unis	3,672,000
Grande-Bretagne	6,261,000

Que veulent dire ces chiffres? Ils signifient qu'au cours de l'année qui fait l'objet de la discussion la Saskatchewan n'a obtenu que .34 p. 100 de tous les contrats accordés par la Corporation commerciale canadienne. Et, comme si on voulait doubler ces torts d'un affront, nous constatons que le Yukon a obtenu des contrats d'une valeur cinq fois plus élevée que ceux qu'on a adjugés à la Saskatchewan. Un honorable député, abstraction faite de ses attaches politiques, oserait-il dire